Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 726

Artikel: La tentation populiste
Autor: Brutsch, François
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1016905

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
Nº 726 12 avril 1984

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs
Vingt-et-unième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
Hélène Besençon
Jeanlouis Cornuz
Edmond Kaiser
Géo Meylan
Gil Stauffer

726

Domaine public

La tentation populiste

Il faut revenir sur la décision du comité central du Parti socialiste suisse de soutenir l'initiative de l'Action nationale «contre le bradage du sol national» en vue de la votation du 20 mai. A une majorité de hasard peut-être, mais qui exprime un courant véritable (il ne s'en est fallu que d'une voix pour que le Parti socialiste genevois donne la consigne inverse).

On a dit ici (DP 725) pourquoi l'initiative propose une mauvaise solution à un vrai problème. La spéculation foncière, le développement anarchique de la construction et le massacre du paysage qui en découle sont d'abord le fait des Suisses, non des étrangers non établis auxquels l'Action nationale veut interdire toute acquisition. Remettant en cause le moteur de l'économie des cantons touristiques, l'initiative se garde pourtant de toucher aux acquisitions d'immeubles à caractère commercial ou industriel, dont les cantons urbains tirent bénéfice. Elle impose une solution unique pour tout le pays, gérée de façon centralisée par Berne. A l'opposé, la nouvelle loi fédérale sur l'acquisition d'immeuble par des personnes à l'étranger donne aux cantons les moyens de mener leur propre politique à l'intérieur d'un cadre fixé.

L'absence de phénomène de rejet parce que l'initiative émane de l'Action nationale n'est pas significative d'un approfondissement du débat politique qui ne s'arrêterait plus à l'étiquette pour juger la bouteille. Elle exprime plutôt l'accoutumance à une certaine manière de poser les problèmes qui ne s'embarrasse pas de la complexité. Parmi ceux qui soutiennent l'initiative, combien ont réellement pesé les avantages et les inconvénients entre celle-ci et la nouvelle loi fédérale qui constitue un contre-projet matériel?

La maîtrise du sol, le développement régional, le logement sont depuis des décennies au centre de l'action des socialistes. Sans grand succès: la dernière initiative pour un nouveau droit foncier du PSS a échoué faute de signatures. Devant la difficulté, il est tentant pour un parti en proie à l'échec électoral et à la misère idéologique de se raccrocher à un succès facile sous le manteau de l'«anticapitalisme». Comme si, derrière le capitaliste étranger, ce n'est pas l'étranger que l'Action nationale poursuit; comme si, après ce petit pas, il y avait un cheminement possible pour faire avancer les idées de la gauche (au travers de l'initiative Ville-campagne, par exemple).

La société post-industrielle voit l'érosion de la base populaire traditionnelle de la gauche en même

SUITE ET FIN AU VERSO

DISTRIBUTION POSTALE

Domaine Public n'est pas un hebdo du lundi!

Non, «Domaine Public» n'est pas un hebdomadaire du lundi! Contrairement à ce que peuvent en penser certains de nos abonnés, dont nous apprenons qu'ils reçoivent DP après le week-end...

Mettons les points sur les «i»: les abonnés de «Domaine Public» sont en droit de recevoir leur hebdomadaire préféré le vendredi ou le samedi au plus tard. De notre côté, nous tenons des délais de fabrication et d'expédition qui permettent aux PTT d'assurer une distribution régulière de DP en fin de semaine: c'est le jeudi matin (sans aucune exception depuis plus de dix ans) que le journal est livré à l'office postal de la gare de Lausanne.

C'est peu dire que nous tenons à ce que les opérations postales se déroulent régulièrement. Vous nous rendriez service en nous signalant tous manquements ou retards: une fois de plus, nous comptons beaucoup sur vous.

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

La tentation populiste

temps qu'elle oblige celle-ci à s'adapter à des problèmes nouveaux, dont la dégradation de l'environnement est le plus évident. Accumulant les revendications ou les propositions sans jamais en retrancher aucune, le parti socialiste n'a pas cherché à résoudre les contradictions qui en naissaient, à faire l'effort d'une synthèse entre les aspirations de toujours et les réalités d'aujourd'hui.

Le populisme, le social-poujadisme apparaît comme l'espoir de retrouver des racines, la quête d'une position confortable; il est symptomatique que l'initiative de l'Action nationale ait bouleversé tous les clivages existant parmi les socialistes: écologistes, sociaux-démocrates, syndicalistes, extrême gauche se sont partagés. A l'opposé, l'incantation antixénophobe n'est pas suffisante. Le suivisme démagogique et le moralisme facile sont deux voies qui éloignent de l'action concrète.

F. B.

NOTES DE LECTURE

Le retour des patriotes

«Dans la mentalité conservatrice, le «hibou de Minerve», en effet, ne prend son vol qu'à l'heure où le crépuscule approche.» La formule de Karl Mannheim n'a rien perdu de sa pertinence: la mentalité conservatrice est avant tout pragmatique: elle ne théorise que sur provocation, lorsque ses certitudes sont attaquées frontalement. Et c'est précisément la mise en cause du consensus social et politique, la crise des valeurs traditionnelles qui engendrent le néo-conservatisme actuellement à la mode. La Suisse n'échappe pas à cette vague. Le livre d'Edgar Fasel, «Faut-il brûler la Suisse?» (Julliard/L'Age d'Homme) est là pour en témoigner.

Au début des années septante, Hans Tschäni considérait le conservatisme suisse comme une forme particulièrement répressive du patriotisme. Qu'en est-il aujourd'hui? Si «dictature», si répression il y a, force est de constater qu'elle est toujours «atmosphérique», c'est-à-dire symbolique plutôt que physique. Zurich ne brûle pas vraiment, l'auteur ne peut que le constater. Pourquoi sent-il dès lors le besoin de prendre la plume? Pourquoi ce plaidoyer patriotique? Qui veut brûler la Suisse? Si l'ancien conseiller personnel de Kurt Furgler, qui a pantouflé chez Nestlé pour regagner, en 1983, le Palais fédéral, part en guerre, c'est qu'il y a une guerre subversive internationale en cours (p. 58). Et les ennemis, dans une guerre symbolique, ce sont bien sûr les intellos... ou plus précisément les «intellocrates» (p. 103). S'il y a ébranlement des valeurs traditionnelles, si les choses vont mal, s'il y a mise en cause des grandes industries, c'est au travail et à l'influence des intellectuels qu'il faut l'imputer. Epigone du néoconservatisme européen, Fasel ne peut que répéter ce que d'autres ont déjà proposé: revalorisation de ce qui est menacé, à savoir la discipline, l'autorité, la famille, l'initiative privée, la tradition, la religion et la conception d'un Etat fort, garant de l'ordre établi.

Le néopatriotisme fasélien est la variante helvétique de ces idéologies réactives dont le succès, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis, est bien connu. Edition de poche quant à sa qualité théorique, d'accord, mais n'oublions pas: si les conservateurs préfèrent la pratique, le concret, cela ne veut pas dire qu'ils soient inefficaces au niveau littéraire. Le livre de Fasel, sorti de presse en novembre 1983, s'est déjà vendu à plus de 3500 exemplaires en Suisse romande... et 5000 autres exemplaires viennent d'être tirés pour les Français! Plusieurs raisons à ce succès: chanter l'éloge du «statu quo», de la patrie, des principes d'ordre, a toujours fait recette en Suisse, Etat dont l'exiguïté contribue à nourrir les sentiments de menace et partant à entretenir des attitudes de défense et de méfiance. Ensuite, Fasel monte habilement dans un train en marche et tire profit d'un phénomène palpable: la *rhétorique du commun* qui actuellement fait fortune. S'il fait froid dehors, on chauffe à l'intérieur, repli, recroquevillement (ce qui, dans le style, donne une abondance de «nous», propre à inspirer la familiarité). Nous sommes tous dans le même bateau, et si celui-ci risque de couler, au moins serrons les rangs pour avoir moins peur! Et Fasel de rajouter un petit appendice helvétique encore plus rassurant: les autres couleront avant nous, c'est-à-dire avant le «mystère suisse» (p. 45), avant la «démocratie-témoin», ce témoin que Fasel veut «simplement faire entendre... non pour son propre avantage,... mais dans l'intérêt humain le plus général» (pp. 29 et 158).

La tâche est de poids, même si on a Dieu de son côté: justement, si nous ne ménageons pas nos spécificités («la grâce de la liberté»), le risque existe de subir le «retrait de la protection divine» (*sic*, p. 162). Le livre devant cependant se vendre au-delà des frontières fribourgeoises, le Fribourgeois Fasel a tout intérêt à compléter les formules un peu trop catholiques par des explications plus universelles, donc marchandes.

LE MEILLEUR DES MONDES

En Suisse on «n'admet pas qu'il existe un type spécial de gestion pour la chose publique. Il n'y a que la bonne et la mauvaise gestion, qu'il s'agisse d'affaires collectives ou privées» (p. 42). Mis à part le fait qu'il s'agit là d'une simplification terrible, comment soutenir à partir d'une description aussi franche du lien entre économie et politique qu'en Suisse, il n'y a pas de pouvoir? Comment dire qu'il y a «absence de castes et de classes» (p. 38) sans tout de suite penser aux élites gestionnaires? A en croire Fasel tout se passe comme si nous vivions dans le meilleur des mondes: «un pointage consciencieux des *procès faits à la Suisse*... montre que 5% environ des critiques sont